

« Pourquoi ne s'attaque-t-on pas aux vrais problèmes économiques de la France ? »

Tribune de Grégory Lecler, Président de Prudentia Patrimoine.



PrudentiaPatrimoine

Rappelons que la balance commerciale est la différence entre les exportations et les importations de biens. Ce qui signifie que nous avons tous, collectivement, importé pour près de 164 milliards d'euros de produits en plus que nous en avons exportés. Certes, des raisons conjoncturelles (coûts de l'énergie, maintenance de nos réacteurs nucléaires) expliquent une partie de ce déficit mais il s'agit surtout de la conséquence de plus de 20 années de perte de compétitivité et de désindustrialisation.

Quant au compte courant, somme de la balance commerciale et de la balance des services, il est en déficit de plus de 50 milliards d'euros.

La balance des paiements, qui retrace l'ensemble des flux économiques entre la France et le reste du monde, fait, elle, apparaître un solde déficitaire de 93 milliards. Ce compte financier représentant la somme des flux financiers entre la France et le reste du monde, cela signifie que notre pays est emprunteur net de capitaux.

Désastre économique

On peut ajouter à cela le déficit de la position extérieure nette de la France, c'est-à-dire la différence entre les actifs détenus par les Français à l'étranger et ceux détenus par les étrangers en France. Ce montant représentait 800 milliards d'euros à fin 2021, soit plus de 30% du PIB. Tout ceci montre l'ampleur du désastre économique dans lequel nous sommes plongés et qui ne cesse de s'amplifier.



Pour simplifier, nous pouvons en conclure que :

- soit nous consommons trop (nous vivons donc au-dessus de nos moyens),
- soit nous ne travaillons pas assez,
- soit nous n'épargnons pas suffisamment,
- Ou peut-être un peu (beaucoup) des trois à la fois, tant ils sont corrélés les uns aux autres.

Et pour financer tout cela, nous avons besoin de faire appel aux capitaux étrangers qui veulent bien :

- nous prêter à travers les obligations émises par l'Etat français et détenues par les étrangers,
- et nous acheter nos plus beaux actifs immobiliers (appartements parisiens...), nos vignes (grands crus...), ou encore nos sociétés (actionariat de LVMH, Air Liquide...).

La conséquence de tout ceci est une dépendance financière de plus en plus forte (il est difficile de se fâcher avec ses créanciers), les revenus de notre plus beau patrimoine qui viennent enrichir les étrangers et les fruits de notre travail qui financent les retraites des étrangers (fonds de pension).

Un PIB par habitant en baisse

Un autre élément particulièrement instructif est le niveau du PIB, non pas global, mais ramené par habitant. En effet, ce qui compte réellement, ce n'est pas la taille du gâteau mais la part revenant à chacun. Cet élément est particulièrement explicite : notre pays ne s'élève plus qu'au 32ème rang mondial en termes de PIB par habitant et le 19ème en Europe (Données : Data commons Google). Son niveau actuel est même encore inférieur à celui de 2008!

Un modèle économique et social à bout de souffle

Notre modèle économique et social est donc à bout de souffle et ce n'est pas la petite réforme des retraites et les autres rustines qui nous permettront d'inverser la tendance.

Et la raison principale en est la plus faible durée de travail en France, que ce soit la durée hebdomadaire (35 heures), annuelle (1.609 heures en raison des jours de congés, de RTT, des jours fériés, etc.) ou sur toute une carrière (insertion dans la vie active et départ en retraite).

Cette durée de travail en France est un handicap que nous devons impérativement combler si nous voulons assurer le financement de notre modèle social, redresser les comptes publics et satisfaire les aspirations des Français.

Une productivité des salariés qui croît avec l'âge mais décroche à partir de 55 ans

Selon l'INSEE, la productivité des salariés croît jusqu'à 40-45 ans avant de se stabiliser puis de « décrocher » vers 55 ans, notamment dans l'industrie et les services. Cela signifie que le PIB généré par heure travaillée est supérieur à 40 ans qu'à 55.

Alors, au lieu de vouloir augmenter l'âge de départ à la retraite, ne serait-il pas préférable de commencer par augmenter le temps de travail lorsque nous sommes au sommet de notre productivité et en pleine force de l'âge ? Plutôt que de passer des

jours et des nuits entiers à débattre sur des milliers d'amendements inutiles, nos députés ne feraient-ils pas mieux de s'intéresser aux vrais problèmes économiques de la France ?

LE PARCOURS DE GRÉGORY LECLER

Président Fondateur, Prudentia Patrimoine

Grégory Lecler est diplômé du DESS de Droit du Patrimoine Professionnel de l'Université Paris-Dauphine, titulaire du Titre d'Ingénieur-Maître spécialisé en Gestion de Patrimoine décerné par l'Université Paris-Dauphine. Après une expérience réussie au sein d'un grand établissement bancaire parisien en qualité de Gérant de Fortune Senior, Grégory Lecler a fondé son cabinet, Prudentia Patrimoine en 2006 et développé une expertise reconnue dans le conseil et la gestion de patrimoine en plaçant l'écoute, la rigueur professionnelle et l'éthique au coeur de son activité.